

POUR LA JEUNESSE  
PATRIOTIQUE PANAFRICAINNE  
(JPP),  
LE COURAGE POLITIQUE  
IMPOSE DESORMAIS DE  
DIRE LA VERITE AU  
PEUPLE... P 4



Dialogue politique Togotélécom 2  
"Parler d'échec est  
impropre" selon  
Gilbert Bawara

P 3



# LE LIBERAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0170 du Jeudi, 19 juin 2014 - 250 F CFA / Etranger 1€

## Conseil National des Patrons de Presse



Le point focal  
région des  
plateaux installé  
Mardi P 2

## Pluies diluviennes et risques d'inondation



Le  
Gouvernement  
prend des  
mesures P 2



## Brésil 2014

"Adiós" l'Espagne quitte la compétition  
la tête basse,  
Prestation décevante des équipes  
africaines  
Les Lions du Cameroun facilement  
domptés P 6

## Sensibilisation sur le produit APSEF du FNFI

La quatrième étape  
de la tournée  
bouclée P 5 & 7



## Pluies diluviennes et risques d'inondation Le Gouvernement prend des mesures

Les années 1960 restent l'époque de très grande pluviosité au Togo car jamais le pays n'avait connu une si grande déverse avec un pic de 575,9 mm de pluie surtout en juin 1967. Les conséquences de cette inondation ont conduit à l'aménagement d'une lagune en 1976 sur toute sa partie ouest, limite nord de la ville à l'époque. Pour trouver des solutions adéquates à cette situation et mieux assainir la ville de Lomé, le gouvernement a fait actualiser en 2004 le plan directeur d'assainissement (PDA) depuis 1986 pour mieux drainer et maîtriser les différents bassins versants de la commune de Lomé. Ce PDA actualisé a fait des propositions d'aménagement de 24 bassins de rétention (BR) pour un volume total de 1,35 million de mètres cubes d'eau à stocker, de construction de canaux de différents types, dont 30 km de canaux primaires sous formes de conduites de gros diamètres, de dalots et de caniveaux à ciel ouvert. Ainsi, le coût total des travaux prévu par le PDA est estimé à 150 milliards de FCFA, et échelonné sur 10 ans (2004-2015). Fort de cette tradition et mieux prévenir les éventuelles inondations, le ministère de l'équipement rural chargé de l'assainissement collectif a organisé, comme chaque année, une réunion interministérielle en vue de statuer sur les actions de prévention des inondations avant l'arrivée des pluies. Suite à une tournée sur l'ensemble du système collectif des eaux pluviales de la ville de



Lomé, il a été relevé les opérations et travaux urgents avant les grandes pluies à savoir : Les ouvrages construits mais non opérationnels qui doivent être rendus impérativement fonctionnels avant l'arrivée des grandes pluies ; Les ouvrages en construction qui doivent être suivis de façon minutieuse avec des dispositifs de secours pour évacuer les trop-pleins

éventuels. En ce qui concerne les travaux urgents, ils portent sur : La dépression du triangle des rails (triangle de la mort) à Tokoin Dogbéavou ; Le bassin de rétention de Tokoin Tamé (Université) ; La dépression de Togo 2000 ; La station de relevage du lac Est ; La station de pompage d'AUBA ; L'émissaire en dalot du lac ouest à Nyékonakpoè ; L'émissaire en double

conduite de diamètre 1.200 mm du lac ouest à Nyékonakpoè ; Le grand canal d'équilibre ; La station de pompage de la dépression de Todman ; Le bassin de rétention d'Atikoumé ; Le bassin de rétention de Takassi ; Le bassin de rétention de Kagbara à Agbalépédovi ; Le bassin de rétention de caméléon ; Le bassin de rétention d'Avédji 1 non loin du carrefour de Limousine ; Le bassin de rétention du lycée d'Agoè. L'ensemble de ces travaux urgents est estimé à 199.185.000. En ce qui concerne les actions à court et à moyen termes, le projet d'aménagement urbain II du Togo (PAUT II) en exécution permettra de : Excaver et équiper le quatrième lac d'une superficie de 15 ha pour un volume de rétention de 300.000 mètres cubes ; Construire un canal de décharge de 4.500 mètres linéaires ; Construire plus de 60.000 mètres linéaires de divers réseaux de drainage dans les quartiers Kanyikopé, Akodesséwa Est (Kponou), Akodesséwa Ouest (Kpota), Baguida, Adamavo, Kagomé, Adakpamé. Un projet de réactualiser le plan directeur d'assainissement de Lomé, élargi au « grand Lomé », c'est-à-dire, à tous les huit cantons de la préfecture du Golfe. Cette étude permettra de disposer des dossiers techniques chiffrés pour les zones critiques du grand Lomé pour résoudre les problèmes d'assainissement collectif des eaux pluviales. ■

Eiz



Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC  
du 23 décembre 2010

### Directeur de la Publication

Fabrice P. Dariworé

### Comité de Rédaction

Schmidt EZA  
Dieudonné ESSOHANAM  
Sémy MAREKA  
Charles KEYEWA  
P. Fabrice

### Correcteur

S. Didier

### Infographie

Raphaël AHABLE

### Adresse

Route de Mission Tové, non loin du  
Petit Séminaire, Agoè  
Tél: +228 90 15 87 53  
+228 22 41 92 91  
13 BP 152 Lomé-TOGO

### Imprimerie

La Colombe

### Tirage

2000 exemplaires

## Conseil National des Patrons de Presse Le point focal région des plateaux installé mardi

Après la région centrale et Kara la semaine dernière, c'est la région des plateaux qui a accueilli mardi dernier la délégation du Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) avec à sa tête son président Jean Paul AGBOH AHOULETE. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la tournée d'installation des points focaux dans les régions économiques du Togo. La cérémonie s'est déroulée à Atakpamé chef-lieu de la région des plateaux en présence du président de l'OTM Augustin SIZING.

A l'issue du vote, c'est M. Yawou Poyodé Bidé directeur radio la paix à Atakpamé qui a été élu point focal de la région des plateaux. Il sera assisté dans ses tâches par M. Seraphin Komlan Adanléssosi directeur de la radio Voix du Plateau basé à Danyi



dans le grand Kloto. La trésorière Mme ATANA Aimée elle dirige la radio AZUR à Anié. COMME cela a été fait dans les autres régions, un lot de matériel a été remis au point focal. Il s'agit d'un ordinateur d'un téléphone illico et d'une clé de connection internet helim. La délégation du CONAPP et les médias de la région des plateaux

ont ensuite échangé sur divers sujets liés à la corporation. Des doléances ont été soumises au bureau du CONAPP. D'autres sujets relatifs à la vie de l'association ont été également abordé il s'agit bien évidemment de la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire du CONAPP prévu pour ce vendredi 20 juin à la Maison de la presse.

Le président du CONAPP a souhaité une forte mobilisation des confrères afin que l'association se dote de nouveaux statuts et d'un règlement intérieur.

L'initiative d'installation des points focaux répond à un double objectif: d'abord impliquer davantage les médias de l'intérieur longtemps marginalisés par rapport aux activités du CONAPP. L'autre objectif est de rendre plus efficace le fonctionnement de l'association grâce à ses structures décentralisées qui sont les points focaux. Le périple du CONAPP se poursuit la semaine prochaine avec la région maritime et au mois de juillet la région des Savanes. ■

Dick Mensah

## Dialogue politique Togotélécom 2 “Parler d'échec est impropre” selon Gilbert Bawara

Quelques semaines après la fin du dialogue Togotelecom2, le Ministre Bawara se prononce et fait des précisions sur la polémique née à l'issue de ces pourparlers. Dans une interview accordée au site très visité *republicoftogo*, le Ministre de l'administration territoriale revient sur l'esprit de ces concertations politiques, et annonce la transmission à l'Assemblée Nationale d'un projet de loi constitutionnelle dans les jours qui viennent. Il s'est également prononcé sur les élections locales.

« Les récentes concertations n'avaient pas pour vocation d'aboutir à des résultats décisifs et définitifs et à priver les députés de leur liberté d'initiative et d'appréciation et donc à lier irrémédiablement les mains à la représentation nationale ». Ceux qui militent en faveur du renforcement des institutions de la république doivent aimer ces propos du Ministre de l'Administration Territoriale de la décentralisation et des collectivités locales. Dans un entretien accordé au site internet *republicoftogo*, Gilbert Bawara qui a représenté le gouvernement au dernier dialogue politique a tenu à faire certaines précisions en ce qui concerne ces discussions politiques ouvertes aux partis représentés au parlement au mois d'avril dernier.

Dans une démocratie le parlement reste et demeure le cadre privilégié pour les débats et discussions devant aboutir à des réformes. En acceptant l'ouverture d'un

cadre de discussion le pouvoir togolais à juste voulu pérenniser une pratique qui a cours depuis l'avènement au pouvoir de Faure Gnassingbé. Cette pratique consiste à rechercher l'ouverture, le dialogue et le consensus. C'est une « marque de fabrique du Président Faure » précise le ministre Bawara qui pour illustrer ses propos remonte à 2005 avec le déverrouillage du dialogue politique dans le cadre des 22 engagements pris à l'égard de l'Union Européenne et entre temps ont connu un blocage, sans oublier en 2006 la reprise sur des bases nouvelles des pourparlers à la faveur l'Accord politique global (APG) avec au bout un gouvernement d'union nationale devant plancher sur les réformes. Mais malheureusement rappelle le Ministre Bawara, des partis signataires avaient boycotté ce gouvernement dirigé par Me Yaovi Agboyibo à l'époque leader du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR). La même logique a prévalu en 2010 au lendemain de la présidentielle mais toutes les initiatives de dialogue ont été boudées par l'opposition. Le dernier cadre de discussion à togotelecom a donné lieu à une polémique monstre obligeant le Ministre Bawara à recadrer le débat. « Il y a quelques semaines, le gouvernement a reçu les formations représentées à l'Assemblée nationale ainsi qu'une délégation de sursaut Togo pour recueillir leurs points de vue concernant le parachèvement de l'APG. Tous les interlocuteurs ont souligné à cette occasion la nécessité de vider une



fois pour de bon les dispositions restantes de cet arrangement politique qui répondait au contexte politique de l'époque et de tourner résolument la page.

C'est dans ce cadre que situaient les récentes concertations » précise-t-il avant d'ajouter qu'il était impropre de parler de l'échec du dialogue togotelecom. « Nous voulons faire en sorte que les institutions qui sont issues du vote des Togolais jouent pleinement leur rôle dans un esprit démocratique et républicain. Si on s'enferme dans une logique de solutions ad hoc, extra institutionnelles, cela peut avoir de fâcheuses conséquences sur le plan constitutionnel. L'APG n'avait pas vocation à régenter indéfiniment la vie politique, encore moins à se substituer aux lois et principes qui gouvernent le fonctionnement régulier des institutions » a confié à *republicoftogo* le Ministre de

l'administration territoriale.

Il faut dire le dernier dialogue a accouché des points d'accords et de désaccords ce qui est normal dans une démocratie. Selon des indiscretions, deux points achoppaient notamment le mode de scrutin pour l'élection du président et la limitation du mandat présidentiel avec effet rétroactif comme l'exige l'opposition. Le débat sur la rétroactivité ou non de la loi, le Ministre le banalise en le plaçant tout simplement sur le terrain de la liberté d'opinion et d'arguments partisans et politiques pour il faudra laisser le soin aux députés d'en discuter.

S'agissant de la descente dans les rues que projette le Collectif Sauvons le Togo les 26, 27, et 28 juin prochains le Ministre Bawara se dit ne pas être surpris par ce fait qui est une habitude « Ce n'est pas une surprise ! C'est une logique qui prévaut depuis plusieurs années.

Si les manifestations peuvent se dérouler aussi librement dans notre pays, cela témoigne à l'évidence d'une certaine vitalité démocratique.

Les Togolais ont l'occasion, à intervalles réguliers, de donner leur avis en se rendant aux urnes. C'est finalement la seule chose qui compte ».

La question des locales a été également abordée et le ministre annonce la mise sur pied d'une commission technique qui sera chargée d'élaborer une feuille de route relative à la décentralisation et aux élections locales.■

P. Fabrice

## Renforcement des capacités organisationnelles et opérationnelles des membres des CDB La ministre Victoire Dogbé échange avec les panélistes

Déjà en 2007, un décret instituait les Comités de Développement à la Base (CDB) et leur consacrait la lourde mission d'être les moteurs et vecteurs du développement de notre pays. Après sept ans de fonctionnement, un constat se dégage, occasionnant un état des lieux. Il s'agit entre autre de relever les difficultés et problèmes qui handicapent et portent atteinte au bon fonctionnement des CDB: le manque de récépissé ou la lenteur dans la procédure de délivrance, les problèmes liés au finances des CDB, car rappelons le, ces comités roulent sur fonds propres et exercent sur la base du bénévolat et enfin le grand défi qu'impose la mobilisation des ressources humaines.

A cet effet un vaste programme de restructuration de ces entités

est élaboré par le ministère. Dans sa mise en œuvre, un atelier de renforcement des capacités organisationnelles et opérationnelles des membres des Comités de Développement à la Base a eu lieu les 11 et 12 juin dernier à Kpalimé. Il a rassemblé 70 représentants de ces comités des préfectures de Kpélé, Wawa, Kloto, Akébou, Dangni et de l'Agou. Visant à identifier les difficultés à la base, à lever le rideau sur le manque de constante dans le fonctionnement des comités de développement à la base ainsi qu'à engager des solutions, cet atelier constitue une véritable ouverture vers une redynamisation des CDB dans leur fonctionnement, dans l'animation communautaire, permettre un brassage entre les comités mais surtout booster le



processus de développement à la base.

La ministre du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, en tournée de sensibilisation dans la région sur le FNFI Fonds National de la Finance Inclusive et son 1er produit APSEF Accès des Pauvres aux Services Financiers,

a rendu visite aux panélistes afin d'écouter leurs problèmes et de soulager leurs attentes : « nous cherchons une certaine cohésion dans la démarche du développement » leur a-t-elle dit. Les panélistes, quant à eux n'ont pas tait leurs préoccupations locales. Il s'agit des problèmes de confiance entre membres d'une part et

d'autres parts des soucis liés à la déforestation dans le kloto, au dynamisme, à l'équité genre selon diverses localités. Mme Dogbé a su répondre à toutes les inquiétudes, soulager les attentes, convaincre çà et là avec pertinence lors de ses différentes interventions. Tout ceci dans le but de redynamiser la base et d'incarner une nouvelle vision, axée sur la mobilisation des ressources humaines dans un esprit de réelle capacité soit dans la limite des moyens disponibles.

Dans ce même sillage, un atelier similaire a été organisé à Atakpamé les 16 et 17 juin et un énième se tiendra à Dapaong les 20 et 21 en ce même mois de juin.■

Démocrate

## Mise en œuvre du Plan d'Action National pour le Secteur de l'Eau et de l'Assainissement

# Un atelier national de la revue conjointe s'est tenu

La politique des grands chantiers amorcée par le gouvernement togolais ne se limite pas qu'à la construction des routes et bâtiments publics. Au contraire, il s'étend à bien d'autres domaines insoupçonnables dont la fourniture des services de qualité en matière d'eau potable et de services y afférents. A cet effet, le Togo, afin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement OMD en matière d'eau d'équipement et de santé, a élaboré en 2010 un Plan d'Action National pour le Secteur de l'Eau et de l'Assainissement PANSEA dont les dernières finalisations ont été peaufinées en 2011 au cours d'une table ronde en vue d'une effective réalisation. A un an du terme et à mi-chemin de réalisation, il est opportun qu'un bilan partiel soit dressé et que des réflexions soient menées pour la suite de l'exécution du Plan.

Dans cette optique, le ministère de l'équipement rural, initiateur

du projet, a organisé le 10 juin dernier un atelier national de la revue conjointe du PANSEA. Tenu sur deux jours, cet atelier a permis de valider un bilan partiel, de constater les difficultés rencontrées sur le terrain afin de dégager une nouvelle dynamique dans la poursuite du PANSEA. Après donc quatre années d'exécution, plusieurs réalisations peuvent être mises à l'actif du Plan d'action. Il s'agit tout d'abord de l'adoption d'un nouveau code de l'eau, la transformation de l'actuelle TDE Togolaise Des Eaux en une société fermière de fourniture d'eau potable ainsi que de traitement et d'évacuation des eaux usées, la création de la société du patrimoine de l'eau et de l'assainissement urbain (SP-EAU) chargée de la gestion du patrimoine, de la programmation et de la réalisation des investissements en milieu urbain et semi-urbain, de l'organisation et du



Bissoune Nabagou, Ministre de l'équipement rural

fonctionnement de l'autorité de réglementation de secteur de l'électricité et de l'eau (ARSE).

Le taux de fourniture de cette eau aux populations est parti de 34% en 2007 à 66% en cette année. Outre cela, le taux d'accès national quant à lui est de 10% à 55% et celui du traitement des eaux usées est passé de 2% à 50% dans cette même période, une grosse avancée en soi mais pas suffisant, selon Nicolas Berlanga Martinez, Chef de la délégation de l'Union Européenne au Togo et représentant des partenaires au PANSEA. Pour lui, la nouvelle

démarche doit être faite en fonction de la qualité de la gestion et non en regardant la quantité : « Il faut qu'on arrive à maximiser les ressources disponibles, assainisse la dépense. Le nouvel exercice ne consiste plus à analyser la donne en terme de quantité, mais beaucoup plus en terme de qualité. »

Le PANSEA initialement prévu pour chuter avec l'échéance des OMD s'est vu prolongé jusqu'en 2017 en concomitance avec la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi SCAPE. Il a mobilisé

environ 364 milliards dont seulement 163 ont été utilisés jusqu'alors pour les acquis précités et dont le Ministre Nabagou Bissoune de l'équipement rural n'a pas tari d'éloges à juste titre en ouverture de l'atelier en présence du Ministre Séssénu Fiatuwo de l'urbanisme et de l'habitat. Cette revue fait preuve d'audace, par le truchement de critiques constructives et rationnelles afin de relever les points d'achoppements et proposer des solutions idoines pour accroître le niveau de performance du secteur. Les réflexions issus de la rencontre notamment sur le renforcement du capital humain sont capitales dans la poursuite des réformes juridiques et institutionnelles et le renforcement des mécanismes de mobilisations des ressources indispensables dans la mise en place des ouvrages hydrauliques. ■

Koudama

## POUR LA JEUNESSE PATRIOTIQUE PANAFRICAINNE (JPP), LE COURAGE POLITIQUE IMPOSE DESORMAIS DE DIRE LA VERITE AU PEUPLE...

A l'orée de l'élection présidentielle de 2015, les représentants des partis parlementaires s'étaient retrouvés de nouveau autour d'une table de discussions. Qualifié de déjà vu par certains observateurs, la jeunesse de la CPP (JPP) quant à elle, pense que toute action tendant à apaiser le climat socio politique dans notre pays est toujours la bienvenue. Cependant pour la réussite de ce dialogue, la JPP aurait souhaité que chaque acteur, à l'ouverture commence par exprimer sa vision du Togo de demain, du Togo dans 10ans, 15 ans, 30 etc... ; ce qui aurait pour conséquences la convergence de plusieurs visions et donc la mise du Togo au cœur des discussions. Ensuite, on pourra définir le type de régime et les différentes institutions qui peuvent permettre d'atteindre la vision prédéfinie par les uns et les autres. On évitera surtout de former dans ce dialogue deux (02) camps, où d'un côté des opposants se prenant comme des démocrates et de l'autre côté, le parti au pouvoir considéré à tort comme

tous, des dictateurs. Chaque acteur doit aussi s'interdire de diriger les débats ou les propositions contre un homme ou contre un compatriote. Les discussions devront aller dans le sens du Togo qu'on souhaite laisser à la génération future.

Dans une émission, le 25 Mai 2014 sur une radio de la place, le Président de la CPP, Mr Francis EKON exprimait déjà son scepticisme quant à un meilleur aboutissement du dialogue Togo Télécom2, et donnait son avis sur deux points inscrits à l'ordre du jour du dialogue, notamment sur la question de la limitation du mandat présidentiel avec effet immédiat, et le mode de scrutin. Même si des majordomes de certains leaders politiques ont choisi d'en faire des commentaires sans aucun effort intellectuel ou de revisite de l'histoire, le courage politique impose désormais de dire la vérité au peuple.

Dans ses analyses, Mr Francis EKON signifiait qu'une assise de l'opposition s'impose, et salue de passage l'initiative « l'appel des patriotes », car

reconnait-il que l'opposition elle-même est à quelque part responsable de ses différents échecs et a contribué aussi au non avènement de l'alternance. Vu qu'il urge aujourd'hui d'apprendre du passé et de faire la politique autrement, il appelle et insiste sur la non exclusion car pour lui, l'idée cachée derrière l'application immédiate de la loi sur la limitation de mandat est d'empêcher le Président de la République actuel de se présenter à l'élection prochaine. Pour lui, lorsqu'on veut faire une réforme en pensant à un individu, on doit savoir que cette initiative est entachée de vice. Dans le cas actuel poursuit-il, l'opposition n'a aucune force politique pour exclure monsieur Faure GNASSINGBE de la prochaine compétition électorale ; c'est pourquoi il propose pour l'heure d'oublier Mr Faure GNASSINGBE et à s'atteler plutôt à un travail interne à l'opposition (se battre pour la transparence et l'amélioration du processus électoral, un candidat unique de l'opposition quoique difficile vu l'égo des uns et des

autres, la représentation de l'opposition dans tous les bureaux de vote afin de disposer de tous les procès verbaux, la prise en charge efficace des délégués dans les bureaux de vote, un meilleur financement de l'opposition, etc...)

Sur le mode de scrutin, la JPP pense que l'opposition peut perdre ou gagner quelque soit le mode de scrutin ; tout est question de bonne organisation et de méthodes. C'est pourquoi, la Jeunesse de la CPP (Jeunesse Patriotique Panafricaine) invite l'opposition à ne pas se lancer dans des débats aveugles et dans des argumentations inutiles. L'heure est plutôt aux réflexions sur « le vivre ensemble » et « le travailler ensemble » qui sont aujourd'hui l'un des outils fondamentaux et de création d'une atmosphère de confiance mutuelle pour l'avènement d'une alternance apaisée.

Fait à Lomé, le 12 Juin 2014  
LA JEUNESSE PATRIOTIQUE  
PANAFRICAIN

Sensibilisation sur le produit APSEF du FNFI

## La quatrième étape de la tournée bouclée

Depuis le 26 avril dernier, soit quatre mois après son lancement par le Chef de l'Etat à Kara, le Fonds National de la Finance Inclusive FNFI, a à son tour mis sur le marché du crédit un produit dénommé APSEF, Accès des Pauvres aux Services Financiers, un microcrédit sans garantie réelle destiné à soutenir et encourager les activités génératrices de revenus des hommes et femmes vulnérables afin de les aider à se prendre en charge. Afin de relayer largement la communication sur le produit et de susciter son adhésion par les couches défavorisées, la ministre du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes Victoire Tomégah Dogbé a depuis quelques temps entamé une tournée nationale de sensibilisation sur le produit APSEF. La quatrième phase de cette tournée s'est tenue la semaine dernière, du 12 au 15 juin dans les préfectures de l'Avé, Dangni, Kpélé, Amou et de Wawa.

### Retour sur la tournée

Expliquer le bien fondé de l'APSEF, le produit lui-même ainsi que les conditions et procédures de sa recevabilité, telle est la lourde tâche qui a incombé à Mme Victoire Dogbé partout où la délégation a mis pied durant toute la tournée. Pour la ministre elle-même, il s'agit d'expliquer autant de fois que possible les divers rouages de ce produit car les populations de ces différentes zones souffrent énormément de désinformation, et des fois d'intox. Que ce soit alors à Kévè dans la préfecture de l'Avé ou à Dangni Apéyéomé, l'exercice a été de satisfaire les curiosités des grandes foules mobilisées, de répondre à leur inquiétudes et interrogations. La parole leur a toujours été donnée à plusieurs reprises et la délégation ministérielle a su soulager toutes les attentes. Il s'agit aussi de faire un suivi et de coordonner les activités des différentes institutions de microfinances retenues pour l'exploitation du produit APSEF. Le système de communication le plus simple et accessible a été utilisé. Il s'agit des mises en scènes et sketches au cours desquels les acteurs ont pu expliquer le produit, ainsi que les procédures conduisant à sa perception.

### APSEF : Qu'est-ce c'est ?

Pour faire simple, APSEF Accès des Pauvres aux Services Financiers est un crédit de 30.000 F CFA maximum par personne destiné aux couches défavorisées, exclues même des microfinances mais qui manifestent le désir de faire des bénéfices et épargnes par le truchement des activités génératrices de revenus comme le petit commerce, l'agriculture, l'artisanat,...

quatre personnes minimum et de six personnes maximum. Les membres du



Victoire Dogbé à Dangni Apéyéomé

groupe solidaire formé servent eux-mêmes de garantie les uns pour les autres. Aucune autre garantie ne sera exigée au demandeur du crédit APSEF. Avant le déblocage du crédit, le demandeur doit obligatoirement suivre une formation en gestion de crédit et d'activités génératrices de revenus auprès des institutions de microfinances partenaires du FNFI.

Remboursable dans un délai de 6 mois, APSEF a un taux d'intérêt de 5% dont 3% d'épargne stratégique. Pour un montant de 20.000 F par exemple, l'intérêt est de 500 F. Celui qui prend un crédit de 30.000 F ne versera qu'un intérêt de 750 F. Une épargne de 450 F lui sera réservée s'il rembourse son crédit à temps dans les 6 mois. Il pourra alors bénéficier d'un deuxième prêt maximum de 30.000 F, d'un troisième maximum de 50.000 F et enfin d'un quatrième maximum de 50.000 F. Les frais d'adhésion pour tout demandeur sont fixés à 1000 F, cette somme servira à l'établissement de sa carte de membre.

Pour pallier à certaines difficultés devant les cas d'insolvabilité tels que l'invalidité ou le décès, tout demandeur devra aussi payer une assurance de 150 F s'il désire prendre un crédit de 30.000 F, une assurance de 100 F pour un crédit de 20.000 F ou encore une assurance de 50 F s'il désire obtenir un crédit de 10.000 F. Le crédit APSEF est si surréaliste et féérique en matière de conditions et procédures de recevabilité que la mobilisation et l'adhésion des populations n'ont fait que l'unanimité à travers toutes les préfectures sillonnées lors de cette tournée.

### La grande mobilisation et adhésion des populations

La ministre Victoire Dogbé a été reçue, traitée et adulée comme une Robin des Bois des montagnes et plateaux insoupçonnables du Togo. La facilité et la simplicité qu'offre le produit APSEF ont

été un déclic qui a mobilisé une grande foule à chaque passage. Un chaleureux accueil et un traitement de héros a toujours été réservé à celle qui n'hésite pas à se jeter au beau milieu des foules pour exécuter leurs rites et partager leur quotidien. Les acclamations qui fusent de partout à chaque fois que M. Yves Manawé Gnaba, directeur des opérations et du partenariat du FNFI annonce le taux d'intérêt de 5% du produit APSEF en dit long sur la joie de ces populations.

Un autre constat d'avancée, une forte adhésion des populations a été notée, une formation et l'identification de plusieurs groupes solidaires qui n'attendent que le crédit pour démarrer leurs activités ou pour conforter celles déjà commencer. Ce qui dénote du grand travail déjà abattu sur le terrain par les institutions de microfinances partenaires. Romaric Amégan, Chef d'Agence WAGES Kpalimé « Ici à Kpélé Adéta, plus de quatre millions FCFA ont déjà été déblocqués par WAGES et près de 500 personnes ont perçu le crédit APSEF. Il nous arrive même d'être débordé, ce qui a poussé à la création de beaucoup

agricoles sont parfois annuelles. La délégation a rassuré ces derniers sur l'imminente arrivée d'un nouveau produit spécifique et plus adapté à leurs besoins. L'objectif de réduction de pauvreté dans le pays est aussi partagé par toutes les autorités à tous les niveaux.

### Les divers soutiens de taille

Au cours de la tournée, la délégation du ministère du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de la promotion de l'emploi des jeunes a bénéficié de plusieurs soutiens de taille dans l'accomplissement de leur tâche. Il s'agit entre autre des soutiens des autorités locales, des parlementaires et autres qui n'ont pas caché leur joie quant à la présence du ministre dans leur localité en vue de s'imprégner des dures réalités ainsi que l'exécution de ce nouveau projet ambitieux de lutte contre la pauvreté : « Si hier certains pouvaient dire que la préfecture de l'Avé était oublié, aujourd'hui la main sur la conscience, ils diront que le défi se relève à grande vitesse et les réalisations et actions sont là et parlent d'elles-mêmes pour les générations présentes et futures



Les populations de Kévè sensibilisées sur l'APSEF

d'emploi car l'engouement et la mobilisation sont immenses chez nous».

Certaines agences des microfinances ont déjà même grillé le découvert initial prévu pour leur circonscription alors que la demande va bon croissant. Interrogée à ce propos, madame le ministre a proposé l'étude d'une possibilité de réaffectation de découvert non employé par certaines agences afin de pallier à ce déficit. Un autre problème survenu notamment à Amlamé dans l'Amou et aussi à Badou et Akébou Kougnouhou dans le Wawa, c'est le problème des agriculteurs. APSEF est un crédit remboursable sur 6 mois alors que les contraintes d'une exploitation

» Kokou Afandalo, préfet de l'Avé. Dans cette même préfecture de l'Avé, l'ex ministre de la microfinance du Bénin, Mme Rakya Madougou a exhorté les populations à faire un bon usage du crédit octroyé par le FNFI et n'a pas manqué de partager son expérience concernant un projet similaire dans son pays.

A Amlamé, la délégation a été aussi touché da la présence de l'ex premier ministre et actuel député Komlan Mally, qui n'a pas hésité à user de la parabole des talents tirée de la Bible pour exhorter les populations à la bonne exploitation ainsi qu'au remboursement

(Suite à la page 7)

## Célébration de la journée de l'enfant africain Des plaidoiries pour une éducation de pointe en faveur des jeunes

Comme chaque 16 juin de toutes les années, l'Afrique se souvient des manifestations de 1976, des écoliers de Soweto en Afrique du sud, sortis réclamer plus de droits et d'égalité à l'éducation pour tous. Le massacre qui s'en est suivi de la part du gouvernement de l'apartheid de l'époque a marqué pour toujours les consciences collectives des africains qui ont institutionnalisé cette journée en 1991.

Ce lundi à Lomé, membres du gouvernement, représentants des corps diplomatiques et des institutions spécialisées, enfants et parents étaient réunis à l'Agora Senghor autour du thème : « Une éducation de qualité, gratuite, obligatoire et adaptée pour tous les enfants au Togo ». Ce thème a été choisi pour attirer l'attention des gouvernements africains sur leurs responsabilités en vue de garantir le droit à l'éducation de tous les enfants, conformément à la charte Africaine des droits et du bien-être de l'enfant. Pour la Ministre Dédé Ekoué de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation en effet : « Tous les pays sont en train de réfléchir à la façon d'accélérer leur croissance économique



tout en assurant que le développement puisse profiter à tous. Le Togo n'est pas en retrait de cette dynamique, au contraire. C'est pourquoi nous avons fait le choix d'atteindre une éducation de qualité pour tous, car, en matière de développement, l'éducation est le

meilleur levier qui soit».

Cette 24e édition servira, en effet, de cadre à l'organisation de plusieurs activités de sensibilisation dans les communautés et les médias. Les sujets retenus tourneront autour des problématiques à l'instar de l'éducation

inclusive pour les enfants en situation de handicap, le maintien des filles à l'école, la disponibilité d'un cadre favorable à l'apprentissage des enfants, l'implication des parents dans l'éducation de leurs enfants, la lutte contre le mariage précoce, etc.

Insistant sur l'importance de la jeune fille à l'école, la représentante de l'UNICEF au Togo, le Dr. Viviane Van Steirteghem montre que le droit à une éducation de qualité est l'affaire de tous. « Tant qu'une petite fille issue d'une famille démunie vivant en milieu rural n'a pas les mêmes chances d'apprendre que le garçon de famille aisée vivant en milieu urbain, nous n'aurons pas atteint notre objectif en matière d'éducation...Chaque fille, chaque garçon négligés constituent des potentiels perdus pour le Togo ».

Cette cérémonie a connu une prestation de théâtre d'un groupe d'enfants sur l'égalité d'accès à l'éducation au Togo et d'un débat interactif autour d'un documentaire intitulé 'Là où j'apprends'.

*Anthelme Shakespeare.*

### Brésil 2014

## “Adiòs” l'Espagne quitte la compétition la tête basse, Prestation décevante des équipes africaines Les Lions du Cameroun facilement domptés

Le monde entier est accroché à la télévision depuis le 12 juin dernier, encore plus l'Afrique car la coupe du monde de football s'y déroule enfin. Cette année, c'est le Brésil qui est le pays hôte avec ses douze nouveaux stades ou rénovés. Démarré sans round d'observation, ce mondial tient en haleine toute l'Afrique car le vieux continent est représenté par cinq pays à savoir le Cameroun, la Côte-d'Ivoire, le Ghana, le Nigéria et enfin l'Algérie.

Cependant la grosse surprise est l'élimination hier de l'Espagne, tenante du titre par le Chili de Alexis Sanchez et de Arturo Vidal. Après la claque néerlandaise 5-1 du premier tour, la Roja avec sa pléthore de stars tels Casillas, Piqué, Ramos, Xavi, Inesta, Alonso, Costa et consorts n'a pas pu remonté la

pente et est donc la seconde équipe après l'Australie à plier bagage.

Après les matchs de premier tour dans les différentes poules, on constate une grande déception dans la prestation des pays africains, ce qui pousse même les plus sceptiques à s'interroger sur leur avancée dans la compétition. La seule petite satisfaction et leur espoir vient du côté de la Côte-d'Ivoire qui a fait l'exploit de battre le Japon 2-1 alors qu'elle était menée au score 1-0 par les nippons. Réalisations signées Yao Kossi Gervinho et Wilfried Bony. La grande surprise des ivoiriens cette année, est la relégation au banc du briscard Didier Drogba un peu vieux et le capitanat de Yaya Touré.

La première déception est venue du Cameroun qui n'a pas su bien gérer le match contre les



mexicains qui les ont surclassés sur les plans physique et technique. Un but de Peralta en seconde période semble désormais sceller le sort des Lions dans un groupe où les attendent la Croatie et le Brésil en feu, pays organisateur. La blessure de Samuel Eto'o et son incertitude face à la Croatie hier n'est pas fait pour arranger les choses. La preuve, les Lions indomptables, qui ont terminé à 10 suite à l'expulsion de Song Alexandre ont été facilement domptés par les Croates.

Même s'ils devront contenter d'un match nul et ont encore leur destin en main, la prestation du

Nigéria a surpris plus d'un. En effet, les champions d'Afrique lors de la dernière CAN n'ont pas su trouver la bonne formule pour venir à bout des iraniens jouant regroupés. Ils se sont contentés de longues balles à l'adversaire durant les 90 minutes. Score final 0-0. Logé dans le groupe de l'Argentine de Léo Messi tout feu tout flamme et de la Bosnie de Dzeko et de Miralen Pianic, les Super Eagles ont du pain sur la planche.

Dans le groupe G, les Etats-Unis ont dominé à la surprise générale le Ghana 2-1, en ouvrant le score par Dempsey au bout de 30 secondes, puis en reprenant l'avantage par Brooks en fin de match, quatre minutes après l'égalisation d'André Ayew, lundi à Natal. Le jeu ghanéen est marqué par l'absence de finition mais surtout un manque de concentration et surtout par

endroit des défauts de marquage, chose impardonnable si on est logé dans le même groupe que le Portugal de CR7 et de l'Allemagne avec son florilège de stars.

La dernière déception africaine est venue du côté de Bello Horizonte où les fennecks d'Algérie se sont inclinés face aux Diables rouges de la Belgique conduits par Eden Hazard, le prodige de José Mourinho à Chelsea, Felaïni, Romelu Lukaku et surtout Vincent Kompany, l'expérimenté défenseur de Manchester City 2-1.

Le deuxième tour déjà démarré, les africains ont à l'instar de la Côte-d'Ivoire besoin de sortir des crocs s'ils veulent se faire respecter et faire un bon mondial car c'est tout un continent qui les soutient.■

*Yves*

## Sensibilisation sur le produit APSEF du FNFI (Suite de page 5) La quatrième étape de la tournée bouclée

du crédit APSEF. L'actuel ministre de l'urbanisme et de l'habitat Séssénou Fiatuwo n'est pas en reste. Il a marqué sa ferme adhésion au produit par sa mobilisation des populations d'Akébou et de Badou. Au regard de ces soutiens, des rumeurs ont commencé par circuler çà et là.

La nuance : APSEF n'est pas destiné à une quelconque campagne politique

Les mauvaises langues comme il y en a toujours n'ont pas hésité dans leur entreprise de saper tout un étalage de travail. Les rumeurs courent donc qu'APSEF ne serait destiné qu'à la propagande d'un parti à l'approche des élections présidentielle. Durant toute la tournée, aucun message politique n'a été délivré si ce n'est celui de la paix et de la stabilité quelque soit le problème. Si campagne il y a eu, elle n'a été qu'économique et elle est de bonne guerre, car c'est la situation économique des couches démunies qui l'exige. Il serait inconcevable qu'à un an des élections, un tel crédit puisse contribuer à l'achat des consciences. Sur le terrain la ministre du développement à la base a été au cœur de certaines réalités émouvantes et très enrichissantes.

### Les visites surprises de soutiens aux divers groupements

M. Victoire Dogbé ne s'est pas que limitée à la sensibilisation des populations des Plateaux. Elle a aussi effectué des visites surprises à certains groupements de personnes afin



Visite à un groupement à Amou Oblo

d'explorer leur monde, de mettre en lumière leur manière simple mais efficace de favoriser le développement à la base et de ressortir de la pauvreté. Ainsi à Amou Oblo, Mme Dogbé s'est fait initiée à la préparation de l'huile de palme par Mme Labsa Lucia, présidente du groupement Essossinam, de 12 femmes spécialisées dans la préparation de l'huile de palme et des produits dérivés de la noix de palme. Ces femmes ont eu à présenter leurs difficultés au ministre notamment le manque de moyens pour avoir accès à plus de débouchés pour plus de rentabilité et de bénéfices. Le groupement a alors déclaré sa joie de pouvoir bénéficier à APSEF.

L'autre visite symbolique s'est tenue à Badou où la délégation a été se mettre au

parfum des activités de la société coopérative Wakutukele, composée de 10 femmes spécialisées elles dans l'extraction et la fabrication du jus de gingembre, des biscotes de gingembre et autres produits dérivés. Là bas aussi, c'est le manque de moyens financiers qui a été souligné et le soulagement suite à la mise dans les bacs du produit APSEF.

partenaires

Elles sont peu nombreuses et varient à travers les différentes zones. Mais après leur encadrement, elles effectuent un colossal travail sur le terrain et sont réellement à encourager. Il s'agit de la CECA, FUCEC, CEF-MF, COCEC, COCEPT, COOPED AD, COOPEC ILEMA, COOPEC SIFA, ECHOPPE-TOGO, MEC-D, MUFECC



Victoire Dogbé et Séssénou Fiatuwo dansant avec les foules de Akébou Kougnohou

Cette tournée aura permis à la délégation de toucher à beaucoup de réalités majeures et surtout mis en valeurs le travail de titan qu'effectuent les institutions de microfinances partenaires sur le terrain.

Les institutions de microfinances

MUTUELLE AKWABA, MUTUELLE ASJD, PROMO FINANCE, U-CMECS, UMECTO, URLEC, et WAGES. ■

**Yves-Rolland Koudama,**  
Envoyé spécial

## COMMUNIQUE DU CONSEIL NATIONAL DES PATRONS DE PRESSE (CONAPP)

### CONVOCATION D'UNE ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Le Bureau Exécutif du Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) invite tous les membres de l'association à une Assemblée Générale Extraordinaire conformément aux dispositions de l'article 22 des statuts, le vendredi 20 juin 2014 à 8h30mn, à la Maison de la Presse à Lomé.

#### Ordre du jour :

**-Révision et adoption des statuts et du règlement intérieur.**

La présence de tous s'avère indispensable

Contacts : Tél : 90 15 87 53 / E-mail : conapp@gmail.com

*Fait à Lomé, le 04 juin 2014.*

*Le Président*

**Jean-Paul AGBOH AHOUELETE**

MÉDIAS ET JOURNALISTES POUR LA PROMOTION DU TOGO  
(MJ Pro TOGO)

lance le projet

TSP

# TOUT SAUF LA POLITIQUE

Journalistes et Médias s'engagent dans la dynamique de  
l'Emergence du Togo,  
Loin des stériles contradictions et distractions politiques

## TOUT SAUF LA POLITIQUE

Pour tous ces togolais qui se battent  
et dont on ne parle jamais assez  
Togolais d'ici et d'ailleurs, Entrepreneurs privés,  
Producteurs, Artistes, Créateurs,  
Inventeurs ou tout simplement porteurs de  
Performance, d'Innovation et de Prouesse  
Pour ce que vous faites et que les Togolais et  
le reste du monde ignorent

DESORMAIS NOUS NOUS ENGAGEONS A VOUS  
ASSURER LA PLUS LARGE VISIBILITE  
SUR LE PLAN NATIONAL ET INTERNATIONAL

Ceci n'est pas une publicité, mais une PROMESSE FERME

Pour plus d'informations, Contactez-nous par sms ou appelez-nous au  
(00228) 22 56 24 24 / 97 70 97 97 Ou écrivez-nous à [letogoaujourd'hui@yahoo.fr](mailto:letogoaujourd'hui@yahoo.fr)

MJ pro TOGO (Médias et Journalistes pour la Promotion du Togo)  
Un Réseau de Journalistes et de Communicateurs Spécialistes du Togo est né